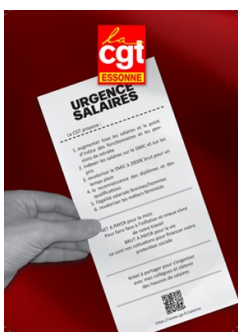




URGENCE SALAIRES, URGENCE SERVICES PUBLICS !

Par un décret publié le 22 février 2024, le pouvoir exécutif vient d'acter de nouvelles coupes budgétaires d'un montant de 10 milliards d'euros. Une fois de plus, les services publics vont payer un lourd tribut à cette austérité renforcée.

Ce sont des missions publiques essentielles au progrès social et à toute la population qui vont être gravement amputées. Ce sont les personnels qui verront leurs conditions de travail encore se détériorer et leurs rémunérations sacrifiées.



Point d'indice gelé de 2010 à 2021
+ 5,05% pour 2022/2023

Indice des prix à la consommation
+10,2 % depuis janvier 2022

Si le point d'indice avait suivi
l'inflation depuis 2000, il ne serait
pas à 4,92 €, mais à 6,36 € !

Un salaire de 2000 € serait alors
porté à 2584 €.

On ne réclame **pas des primes**, mais une **rémunération de base pérenne** qui permette de vivre dignement et qui soit prise en compte pour le calcul des pensions.

On refuse la méritocratie et l'individualisation des salaires dont les premières victimes sont les femmes, trop souvent discriminées par les rémunérations aléatoires et l'accès aux responsabilités.

A travail égal, salaire égal ! Alors qu'elles représentent plus de 60 % des personnels, les femmes sont en moyenne rémunérées 14 % en moins que leurs collègues masculins dans les trois versants.

Pour retrouver le cœur de métier !

La préoccupante perte **d'attractivité des métiers de la Fonction publique** est due principalement aux politiques d'austérité en vigueur depuis des années; Elle est accentuée par un manque de reconnaissance et une augmentation de la charge de travail. Pour preuve le nombre de démissions et de reconversions est historique. Ce ne sont pas des speed-dating ou spots publicitaires qui permettront de recruter et de garder les professionnels qualifiés !

Pour un statut de fonctionnaire reconnu !

On remplace progressivement des fonctionnaires par des contractuels, des services civiques, des travailleurs au RSA ou des apprentis... C'est un choix purement politique et assumé !

Investissons dans le bien commun !

Mais pour l'égalité professionnelle, pour les salaires, pour les conditions de travail, pour un service public de qualité, pour avoir les moyens de vivre dignement et d'accomplir les missions du service public dans l'intérêt des usagers-ères.

19 MARS 10H30

RASSEMBLEMENT DEVANT LA PRÉFECTURE D'EVRY

Puis départ collectif vers la manifestation à Paris : RDV 14 h Luxembourg